

Une seule bataille

G. Peurière — A. Salmon — E. Terray

Six textes sont actuellement proposés aux débats du Parti, mais il est clair que quatre orientations principales subsisteront jusqu'à la fin du Congrès (comme l'indiquent déjà les regroupements envisagés dans les débats fédéraux) : celle des textes Craipeau-Simon et Benetau-Morand, celle des textes Pietri-Gontcharoff et Rocard-Chapuis, celle du texte Rhône-Nord et celle du texte Boedard-Frévaque.

Les textes Craipeau - Simon et Benetau - Morand nous laissent perplexes : quel est leur rôle exact dans la bataille politique qui s'engage à ce Congrès ? Sur de nombreuses questions les réponses qu'ils apportent sont ambiguës sinon inacceptables : quelle politique préconisent-ils à l'égard du PCF ? Oui ou non, la tactique dite de « front unique » a-t-elle été dénoncée dans la pratique par le PSU (municipales, répression, 1^{er} Mai). S'agira-t-il encore, si le PCF nous en laisse la possibilité, d'aller parasiter ses manifestations, ou bien est-ce une politique consciente et délibérée d'affirmer à chaque occasion l'autonomie du courant révolutionnaire ?

Est-ce vraiment la « direction stalinienne de la CGT » qui nous a « amené » à organiser des manifestations autonomes ?

On comprend mal que Benetau et Morand reprennent à leur compte les critiques de la **Ligue communiste** sur « l'arbitrage bureaucratique du PSU au prix des pires surenchères démagogiques face aux spontanéistes » tout en se réclamant du succès de la manifestation du 1^{er} Mai à Paris, lorsqu'on se rappelle le parasitage de la Ligue lors de la démonstration du Parti communiste.

A propos des **syndicats**, si le véritable débat est de savoir qu'y faire, à partir de l'axe stratégique qu'est l'affirmation politique autonome de la classe ouvrière, cela signifie que l'on subordonne le type d'intervention des militants à la situation concrète de telle ou telle entreprise, aux forces politiques qui y sont en présence, à la forme de production, aux traditions de lutte ; cela signifie que la présence et a fortiori l'intervention prioritaire dans les syndicats n'est pas partout et toujours nécessaire, et il faut le dire. Sinon cela

signifie qu'il s'agit là d'une question de principe sur laquelle on ne peut transiger, et on s'étonne de ne pas trouver la conclusion logique d'une telle analyse sous la forme d'une coordination des militants là où ils doivent intervenir prioritairement, autrement dit : la fraction syndicale.

Avec les camarades signataires du texte Rhône - Nord, nous avons également un certain nombre de divergences. Ces divergences partent sur des points que leur texte est loin d'éclaircir : sur la **question syndicale**, on ne peut faire l'économie d'une analyse de fond plus sérieuse que celle qui nous est proposée, qui se résume en trois lignes : le syndicat n'est pas historiquement dépassé, il est indispensable à la défense des travailleurs. Certes l'existence de bases objectives parmi lesquelles la défense minimum du pouvoir d'achat des travailleurs fait que les syndicats ne disparaîtront pas avant la prise du pouvoir. Mais quelle est la tendance générale actuelle de l'institution syndicale ? Comment regrouper les travailleurs les plus combatifs et les plus conscients pour qu'ils prennent l'initiative des luttes en faisant des propositions à l'assemblée des travailleurs ?

En ce qui concerne **la prise du pouvoir** les camarades écrivent : « Le passage au socialisme (sera) le fait du développement et de la généralisation d'organes de base, de conseils arrachant à la bourgeoisie ses instruments de pouvoir. » Si c'était aussi simple, ça se saurait !

De même à propos du PCF oui ou non, celui-ci connaît-il une « évolution stratégique irréversible » : S'agit-il d'un oubli, ou reviendrait-on sur les acquis du Conseil d'Orsay ?

On pourrait trouver bien d'autres points à propos desquels les camarades signataires du texte Rhône - Nord refusent de mettre les points sur les i, de pousser jusqu'au bout leurs analyses, de tirer les conclusions de la pratique du parti et de la leur.

Nous avons donc avec les camarades qui soutiennent le texte Rhône - Nord des divergences importantes ; il n'est pas question de les passer sous silence et nous voulons continuer

à en débattre avec eux. Mais **le véritable enjeu du congrès**, ce n'est pas de savoir si c'est notre solution ou la leur qui l'emportera, c'est tout simplement de savoir si nous pourrions poursuivre la discussion, ou si ces questions deviendront pour le Parti des questions secondaires, abandonnées aux rêveurs et aux intellectuels ; c'est plus généralement de savoir si la transformation du Parti sera menée à son terme, ou si nous en reviendrons à nos chères vieilles ornières d'autrefois.

Car tel est bien le problème qui se pose avec le **texte Rocard - Chapuis**. Avant d'analyser ce texte, il faut s'interroger sur les raisons de sa publication. Pour nous elles sont claires : avec la stratégie du contrôle ouvrier, avec la place prise dans le Parti par la Commission Entreprises, avec les Assemblées ouvrières et paysannes, avec par ailleurs la consolidation du mouvement révolutionnaire comme force politique, dans la classe ouvrière comme dans la paysannerie, sur le plan des grèves comme sur celui des manifestations (Burgos, 1^{er} Mai) et même dans le domaine électoral (élections municipales à Paris et dans les banlieues ouvrières des grandes villes, Lyon et Nantes), **l'évolution du PSU arrive au point de non-retour**, le Parti est en passe de s'intégrer définitivement au camp révolutionnaire. Et c'est précisément pourquoi s'organise aujourd'hui une opération politique — le texte Rocard - Chapuis — qui vise, au-delà de la lettre des formules, à **casser l'évolution du Parti** avant qu'il ne soit... trop tard, et à remettre en cause l'ensemble des ses acquis depuis deux ans. **La transformation du Parti a été tolérée tant qu'elle ne mettait encore en cause rien d'essentiel ; mais elle approche maintenant du seuil au-delà duquel elle deviendra irréversible** : rien d'étonnant dès lors à ce qu'elle provoque une levée de boucliers de la part de tous ceux qui ne veulent pas d'une rupture franche avec la gauche respectueuse et le réformisme.

Procès d'intention, dira-t-on. Prenons donc le texte : malgré son habileté, il laisse à plusieurs reprises passer le bout de l'oreille. Qu'on en juge :

Analysant les bases sociales du mouvement révolutionnaire (21) Rocard et Chapuis reprennent la vieille chanson sur la **diversification et l'élargissement du prolétariat**, et n'ont pas un mot pour affirmer le rôle dirigeant de la classe ouvrière : nous

sommes en retrait sur Dijon ;

Insistant sur l'importance des **couches nouvelles**, ingénieurs, agents de maîtrise, cadres — car c'est bien elles que désignent les périphrases alambiquées de l'alinéa 22 — Rocard et Chapuis expliquent l'ambiguïté de l'attitude politique de ces couches par leur écartèlement entre diverses idéologies : pas un mot sur le fait que beaucoup d'entre elles jouent un rôle actif dans l'exploitation et l'oppression de la classe ouvrière, en tant qu'agents d'exécution du capital.

C'est qu'en fait ces couches donnent naissance à « des forces politiques nouvelles » (321) — traduisons : les GAM, Objectif 72, Technique et démocratie, etc. — qui, pour Rocard et Chapuis, constituent visiblement des partenaires importants, dont le **réformisme « potentiel »** (sic) doit être traité avec ménagements.

— En ce qui concerne la **question syndicale**, Rocard et Chapuis nous mettent en garde contre la perspective du débordement du mouvement syndical : « L'affaiblissement de la structure syndicale offrirait des chances inespérées au patronat. » (324) On aimerait savoir comment cette analyse s'applique au cas de la grève de **Renault ?** La seule action qui nous soit proposée (331), c'est d'intervenir à l'intérieur des syndicats « pour que le mouvement syndical s'oriente de façon conséquente dans une perspective révolutionnaire. » On aimerait connaître là dessus l'avis des camarades qui ont été exclus de la CGT précisément pour y avoir défendu cette perspective.

Rocard et Chapuis se proposent de rechercher avec le **PC « des accords tactiques sur des questions précises »** (332) ; les élections municipales et législatives font-elles partie de ces « questions précises » ?

Il faut « faire comprendre notre ligne révolutionnaire dans **notre pratique des institutions légales** plutôt qu'à travers notre volonté de désertir ce terrain de lutte » (334) ; avis aux étudiants, aux lycéens et aux enseignants : va t-il falloir aussi entrer dans les conseils d'UER et d'Université comme dans les conseils d'administration des lycées ?

Pour la prise du pouvoir, « l'hypothèse la plus plausible », c'est une grève **générale suivie d'élections** victorieuses (343) : juin 36 (à l'envers et en mieux). Quant à l'éventualité d'une tentative

de contre-révolution armée de la bourgeoisie, comme en Espagne ou en Grèce, elle n'est même pas mentionnée.

Dans la société socialiste on refusera une **division « absolue » entre le travail manuel et le travail intellectuel** (42) mais on se contentera sans doute d'une division relative ?

— Enfin, pour les structures du Parti, Rocard et Chapuis souhaitent maintenir une distinction rigoureuse entre les groupes qui agissent et les sections qui délibèrent (52) : autrement dit la **séparation entre la pratique et la théorie** sera élevée à la hauteur d'une institution. Quant aux secteurs Entreprises et Paysans, le silence observé par Rocard et par Chapuis quant à l'autonomie et aux responsabilités qui leurs seront attribuées nous paraît lourde de menaces, et pourrait bien présager une « reprise en mains ».

Dès lors, parlons clair : le problème du Congrès, c'est de savoir si, après Lille, la Commission Nationale Entreprises conservera son autonomie, ou si elle deviendra un simple organisme consultatif, privé de tout moyen réel d'expression et d'action.

C'est de savoir si nous continuerons d'agir dans l'axe du contrôle ouvrier, ou si, comme l'ont demandé plusieurs camarades des Yvelines à l'assemblée fédérale du 2 juin, nous rendrons une priorité **absolue** au travail **à l'intérieur** des syndicats ; c'est de savoir si le Parti sera réorganisé sur la base des secteurs de lutte, privilégiant ainsi les militants effectivement engagés dans la bataille sociale, ou si nous conservons la structure social-démocrate actuelle et le rôle décisif qu'elle confère aux sections locales.

Ces questions peuvent être posées autrement : après Lille,

— **pourrons-nous** encore utiliser les principaux termes du langage marxiste — lutte de classe, dictature du prolétariat, etc, — sans nous voir aussitôt reprocher de parler latin... ou chinois ?

— **pourrons-nous encore** poser la question de la violence lors de la prise du pouvoir sans être regardé comme de dangereux excités ?

— **pourrons-nous** encore évoquer la suppression de la hiérarchie et de la séparation du travail manuel et du travail intellectuel dans la société socialiste, sans passer pour d'aimables utopistes ?

— **pourrons-nous** émettre quelques doutes sur l'appartenance de Georges Marchais au camp anti capitaliste sans nous voir accuser d'anti-communisme viscéral ?

— **pourrons-nous** constater le réformisme des centrales syndicales sans être rejetés par Gilles Martinet à la suite de Fajon, Juquin, Salini et quelques autres ?

Le problème du Congrès, c'est encore de savoir si nous continuerons de regarder les militants dits gauchistes comme nos partenaires privilégiés dans l'action, ou si nous irons désormais chercher nos interlocuteurs parmi les « militants » distingués de Technique et Démocratie, d'Objectif 72, du CERES et des GAM, qui, eux, ne sont certes pas des clochards ; c'est de savoir si nous suivrons la Ligue pour saboter le Secours Rouge afin de nous racheter aux yeux de la gauche respectueuse ; c'est de savoir si nous recommencerons à ronronner dans les conférences de la social-démocratie politique ou syndicale ; si nous retournerons colloquer à Grenoble ; **c'est finalement de savoir si nous poursuivons, y compris sur le plan électoral, l'affirmation autonome du camp révolutionnaire, ou si nous reviendrons occuper les strapontins qui nous sont réservés dans les listes de l'Union Démocratique.**

Nous ne mettons pas en doute la sincérité révolutionnaire de la majorité des camarades qui voteront le texte Rocard. Nous savons ce que peuvent avoir d'irritant certains comportements dogmatiques ou sectaires, et nous comprenons la mauvaise humeur qu'ils peuvent inspirer. Mais comment ces camarades ne comprennent-ils pas que leur mauvaise humeur sert de base à une opération politique qui n'a rien à voir avec les buts qu'ils veulent atteindre ? Disons-leur franchement : Camarades, vous jouez les apprentis sorciers, vous mettez en place une machine qui vous emportera bien plus loin que vous ne vouliez aller ; Michel Rocard lui-même déclenche des forces que peut-être il ne contrôlera pas. **Alors réfléchissez pendant qu'il en est encore temps : dans deux ans il sera trop tard pour dire que vous n'aviez pas voulu ça.** ■